

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 9 mai 2019

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	518 617 691 R.C.S. Nîmes
<i>Date d'immatriculation</i>	23/06/2015
<i>Nom, prénoms</i>	MOLINIER Jérôme Francis
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 03/01/1972 à Toulouse (31)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	3 Allée Du Cros de Peyrol 30000 Nîmes

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	3 Allée Du Cros de Peyrol 30000 Nîmes
<i>Nom commercial</i>	A.S.M
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Taxi transport de colis
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/07/2015
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat d'un fonds artisanal
<i>Mode d'exploitation</i>	Location-gérance
<i>Précédent exploitant</i>	
<i>Nom, prénoms</i>	MOLINIER Jérôme
<i>Numéro unique d'identification</i>	518 617 691 En qualité de locataire gérant du 01.07.2015 au 01.11.2018

<i>Tranche d'activité</i>	Prise en location gérance d'une autorisation de stationnement N°5 sur la Commune de Saint Gilles
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/01/2019
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Prise en location-gérance
<i>Loueur du fonds</i>	
<i>Dénomination</i>	SUD TRANSFERT SERVICE
<i>Adresse</i>	6 Rue des Amoureux 30510 Gènerac
<i>Date du contrat</i>	Début 01/01/2019 Terme 01/01/2021
<i>Contrat renouvelable par tacite reconduction</i>	
<i>Mode d'exploitation</i>	Location-gérance

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° F19/006284 du 29/03/2019	Prise en location gérance d'une autorisation de stationnement N°5 sur la Commune de Saint Gilles sise 3 Allée du Cros de Peyrol 30000 NIMES - Date d'effet : 01/01/2019
- Mention n° F19/006284 du 29/03/2019	L'activité artisanale déclarée a été enregistrée sous condition suspensive de l'immatriculation au répertoire des métiers. La justification de cette immatriculation doit être fournie au greffe dans le mois de la date déclarée du début de cette activité. Faute pour l'assujetti de respecter ce délai, le greffier procède comme il est dit au 2ème alinéa de l'article R 123-100 du code de commerce.